

Le scandale des énergies renouvelables finit par éclater en Espagne

Extrait de Cristina Blas / La Gaceta du 21 mai 2010

Malgré la diabolisation naguère par le gouvernement de José Luís Rodríguez Zapatero d'une étude de différents experts sur les conséquences fatales des énergies renouvelables sur l'économie, la fuite d'un document interne du gouvernement espagnol montre que celles-ci sont en réalité pires.

Pour l'un des auteurs du premier rapport, Gabriel Calzada, "le gouvernement a organisé intentionnellement la fuite afin de retourner les médias contre les énergies renouvelables pour être en position de force dans ses négociations avec les entreprises."

Car même si Zapatero lui-même ne veut pas abandonner son pari, quelques voix - comme celle du ministre de l'Industrie, Miguel Sebastián - commencent à exprimer leur inquiétude sur l'énorme dette qui a été générée par l'investissement dans ce qu'on appelle les énergies propres, qui pourrait même retarder la fin de la crise économique en Espagne.

Même les chiffres du gouvernement indiquent que chaque emploi vert créé coûte plus de 2,2 emplois traditionnels

Le rapport interne de l'administration espagnole reconnaît que le prix de l'électricité a augmenté, ainsi que la dette, en raison des coûts supplémentaires d'énergie solaire et éolienne. Même les chiffres du gouvernement indiquent que chaque emploi vert créé coûte plus de 2,2 emplois traditionnels, comme l'a montré le rapport de l'Institut Juan de Mariana. En outre, le document officiel est presque point par point la copie de Calzada que l'ambassade d'Espagne avait dénoncé dans un communiqué au Congrès américain.

Le rapport reconnaît explicitement que «l'augmentation de la facture d'électricité est principalement due au coût des énergies renouvelables.» En fait, le surcoût de ces technologies explique plus de 120% de la hausse de la facture et a empêché la réduction des coûts de production d'électricité classique de se répercuter dans les factures des citoyens.

Si le rapport indique que le développement des énergies renouvelables a eu un impact positif, en particulier dans la réduction des émissions, il a également admis que l'évolution a été trop rapide, en raison des subventions.

"Entre 2004 et 2010, la somme des subventions a été multipliée par cinq," dit le texte du ministère espagnol. Pour la seule année 2009, elle a doublé par rapport à l'année précédente passant à 5045 millions d'euros, l'équivalent de l'ensemble des investissements publics en R + D + I ["Investigación + Desarrollo + Innovación Tecnológica", ou "Recherche, Développement et Innovation technologique"] en Espagne.

Les chiffres sur le long terme sont encore plus effrayants. Le gouvernement lui-même dit que le secteur des énergies alternatives recevra 126 milliards d'euros au cours des 25 prochaines années. Juste un exemple : les propriétaires de centrales solaires gagnent 12x plus que ce qu'ils payent pour l'énergie d'origine fossile. La majorité sont des subventions à la charge du consommateur.

La conclusion est qu'avec une économie au bord de la faillite, il n'est pas possible de continuer à injecter de l'argent dans un secteur aussi coûteux. Et le gouvernement semble s'en rendre compte aujourd'hui.